

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1895-1896.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MARS 1896.

FEUILLETON AU 10 AVRIL 1896.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 1521. | Par pétition datée de Molenbeek-Saint-Jean, le 28 février 1896,

Le collège des bourgmestre et échevins de Molenbeek-Saint-Jean transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de l'adoption d'une nouvelle loi établissant l'égalité des charges militaires pour tous les citoyens et réduisant considérablement la durée du service à l'armée. |
| | | DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |
| 2. | 1523. | Par pétition datée d'Aertrycke, le 28 février 1896, |
| | 1538. | Des gardes champêtres du canton de Thourout proposent des mesures tendant à améliorer leur position. |
| | 1548. | |
| | 1557. | Même pétition de gardes champêtres des cantons |
| | 1574. | d'Ixelles, Bruges, Waerschoot, Messines, Saint-Trond, Furnes, Nieupoort, Meulebeke. |

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|----|-------|---|
| 3. | 1524. | Par pétition datée de Gouvy, le 23 février 1896, |
| | 1537. | Des instituteurs du canton de Houffalize prient la |
| | 1543. | Chambre de reviser, dans le sens qu'ils préconisent, la |
| | 1549. | loi sur les pensions des instituteurs et professeurs com- |
| | 1556. | munaux. |
| | 1563. | Même pétition d'instituteurs de Champlon, de Bree- |
| | 1566. | dene, d'Anvers, du canton d'Alost, de Bruges, de Mer- |
| | 1573. | dorp, du sieur De Bruyne à Hamme lez-Termonde, |
| | 1583. | d'instituteurs du canton de Durbuy, d'instituteurs de |
| | 1591. | Braine-l'Alleud, Hal, Lokeren, Genappe, Ottignies, du |
| | 1600. | canton de Thuin, de Tubize, du canton d'Arlon, du sieur |
| | 1610. | Delbecq, à Warchin, du sieur Brunfaut, à Havinnes, |
| | 1614. | du sieur Richard, à Baillœul, d'instituteurs de Blandain, |
| | | Chimay, Estaimpuis, Néchin, Saint-Léger, Templeuve, |
| | | Willemeau, du canton de Tournai, d'instituteurs de |
| | | Pâturages, Saint-Hubert, Bastogne, Wilryck, du sieur |
| | | Dedonder au Pecq, d'instituteurs du canton de Paliseul, |
| | | d'instituteurs de Souline, Vodelée, du canton de |
| | | Chièvres, d'Evregnies, Lessines, du canton de Waremme. |

*DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur
et de l'Instruction publique et des Finances.*

- | | | |
|----|-------|--|
| 4. | 1523. | Par pétition datée de Mons,
Le sieur Lefebvre, à Mons, se plaint des agissements
d'un notaire français relativement à une succession qui
le concerne. |
|----|-------|--|

*DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de la Justice
et des Affaires étrangères.*

- | | | |
|----|-------|---|
| 5. | 1526. | Par pétition datée de Châtelineau, le 29 février 1896,
Le sieur Colin, à Châtelineau, sollicite l'intervention
de la Chambre pour qu'une pension lui soit octroyée
par la caisse de prévoyance en faveur des ouvriers
mineurs à laquelle il serait affilié. |
|----|-------|---|

*DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et
du Travail.*

- | | | |
|----|-------|---|
| 6. | 1527. | Par pétition datée de Liège, le 28 février 1896,
Des habitants de Liège prient la Chambre de reviser
l'article 4 de la loi du 11 avril 1893 et d'y introduire |
|----|-------|---|

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du r. g. - tr. des
pétitions.

une disposition permettant aux commerçants d'obtenir, à côté des industriels, l'électorat et l'éligibilité pour les places de conseillers communaux supplémentaires.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

7. 1528. Par pétition datée de Couillet,
Des habitants de Couillet prient la Chambre de
réviser la loi du 27 novembre 1891 sur la bienfaisance
publique.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
8. 1529. Par pétition datée de Romerée, le 2 mars 1896,
Le sieur Colignon, à Romerée, rappelle ses pétitions
antérieures dans lesquelles il se plaignait de faits dont
il aurait été victime de la part de l'administration
communale de Romerée et il sollicite l'intervention de
la Chambre.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.*
9. 1535. Par pétition datée de Farcienne, le 2 mars 1896,
Le collège des bourgmestre et échevins de Farcienne
transmet un vœu émis par le conseil communal de cette
localité en faveur du suffrage universel pur et simple
à vingt et un ans, du service obligatoire et de l'abro-
gation de la loi électorale actuelle.
DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur
et de l'Instruction publique et de la Guerre.*
10. 1539. Par pétition datée de Westcappelle, le 2 mars 1896,
Le collège des bourgmestre et échevins de West-
cappelle demande que les cultivateurs de cette localité,
qui conduisent leur bétail au marché de Bruges, soient
autorisés à quitter assez tôt leur commune pour arriver
à l'heure de l'ouverture du marché.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et
des Travaux publics.*
11. 1540. Par pétition datée de Tamise, le 4 mars 1896,
Le sieur Van Steenberghe, à Tamise, prie la Chambre

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

d'introduire dans la loi sur les pensions des instituteurs et professeurs communaux, une disposition relative à la liquidation des pensions des instituteurs démissionnaires en 1879.

DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique et des Finances.

- | | | |
|-----|-------------------------|--|
| 12. | 1545.
1563.
1576. | Par pétition datée de Gand, le 2 mars 1896,
Le sieur Lescreauwaet, à Gand, prie la Chambre de voter, à l'occasion du mariage de S. A. R. Madame la Princesse Henriette de Belgique, une proposition d'amnistie en faveur des déserteurs de l'armée belge. |
|-----|-------------------------|--|

Même pétition du sieur Blondeau, à Gand, du sieur Matthys, à Gendbrugge et du sieur d'Have, à Gand.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

- | | | |
|-----|-------------------------|---|
| 13. | 1546.
1562.
1573. | Par pétition datée de Schaerbeek, le 7 mars 1896,
Le collège des bourgmestre et échevins de Schaerbeek transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de l'adoption d'une nouvelle loi militaire réduisant à une durée minima le service à l'armée et consacrant l'égalité de tous les citoyens devant les charges militaires. |
|-----|-------------------------|---|

Même vœu émis par les conseils communaux d'Anderslecht, Andenne et Gosselies.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

- | | | |
|-----|----------------|---|
| 14. | 1547.
1582. | Par pétition datée de Virton, le 7 mars 1896,
Le sieur De Quanter, commissaire de police à Virton, propose des mesures tendant à améliorer la position des commissaires de police. |
|-----|----------------|---|

Même pétition d'officiers de police du Hainaut, à Mons.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

- | | | |
|-----|-------|--|
| 15. | 1551. | Des riverains de la chaussée de Ninove et des habitants des communes voisines de cette chaussée sollicitent l'intervention de la Chambre pour qu'il soit |
|-----|-------|--|

Numéros
du
feuilleton.Numéros
du registre des
pétitions.

procédé sans retard à l'amélioration du pavage de cette route et de son accotement.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*

16. 1554. Par pétition datée de Saint-Paul, le 10 mars 1896,
1572. Le sieur Vanhoute, à Saint-Paul, prie la Chambre de voter une loi défendant aux notaires d'exercer une fonction autre que le notariat lui-même.

Même pétition du sieur Vercauteren, à Saint-Nicolas.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

17. 1561. Par pétition datée de Houthem, le 9 mars 1896,
Le sieur Six, receveur communal à Houthem, prie la Chambre de voter une loi fixant le minimum des traitements des receveurs communaux.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

18. 1570. Par pétition datée de Carnières, le 13 mars 1896,
La dame Wastelain, à Carnières, sollicite l'intervention de la Chambre pour que le règlement défendant aux employés des chemins de fer, postes et télégraphes d'exercer un commerce quelconque, soit appliqué à un habitant de cette commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

19. 1571. Par pétition datée de Carnières, le 13 mars 1896,
La dame Brux, à Carnières, sollicite l'intervention de la Chambre pour obtenir le remboursement d'un prêt qui aurait été fait par feu son mari.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

20. 1578. Par pétition datée de Bruxelles, le 16 mars 1896,
Des habitants de Bruxelles prient la Chambre de provoquer le retrait de l'arrêté royal du 1^{er} février dernier instituant le certificat d'inspecteur cantonal de l'enseignement primaire ou d'en anéantir les effets en faisant disparaître des cantons scolaires wallons les

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

quelques communes flamandes qui s'y trouvent et vice-versa.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

21.	1581.	Par pétition datée de Constantinople, le 29 décembre 1893,
-----	-------	--

Des citoyens belges résidant à Constantinople prient la Chambre de tenir compte de leurs desiderata dans la discussion éventuelle du projet de réorganisation consulaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères.*

22.	1584.	Par pétition datée d'Ortheuville-Tenneville, le 16 mars 1896,
-----	-------	---

Le sieur Steinfort, à Ortheuville-Tenneville, ex-gendarme réformé pour infirmité contractée au service, sollicite l'intervention de la Chambre pour qu'une pension de retraite lui soit accordée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

23.	1589.	Par pétition datée de Liège, le 14 mars 1896, Des habitants de Liège prient la Chambre de rendre applicable aux employés la loi sur les habitations ouvrières.
-----	-------	---

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

24.	1590.	Par pétition datée de Cuesmes, le 19 mars 1896, Le sieur Finet, à Cuesmes, se plaint de négligences qui auraient été commises à son détriment en matière de justice et sollicite l'intervention de la Chambre.
-----	-------	---

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

25.	1596.	Par pétition datée de Tournai, le 20 mars 1896, Le sieur Henzenne, à Tournai, sollicite l'intervention de la Chambre pour que M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes ordonne une enquête sur les faits qui ont provoqué sa révocation en qualité d'employé de l'administration des chemins de fer.
-----	-------	---

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

26.

1597.

Par pétition datée de Seraing, le 20 mars 1896,

Le sieur Serrurier, à Seraing, sollicite l'intervention de la Chambre pour l'obtention d'une pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

27.

1598.

Par pétition datée de Bruxelles, le 20 mars 1896,

Des habitants de Bruxelles demandent que le taux des pensions militaires soit porté au niveau de celui des pensions civiles.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Guerre.*

28.

1599.

Par pétition datée de Gérouville, le 18 mars 1896,

Le collège des bourgmestre et échevins de Gérouville transmet une demande formulée par le conseil communal de cette localité tendant à obtenir la révision des comptes de la commune de Gérouville depuis 1889, afin de pouvoir réparer le préjudice qui aurait été causé à la section de Limes par divers remaniements budgétaires faits contre le gré du conseil communal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

29.

1601.

Par pétition datée de Gand, le 19 mars 1896,

Des habitants de Gand prient la Chambre d'introduire dans la loi du 17 août 1887 sur les conseils de l'Industrie et du Travail et dans celle du 31 juillet 1889 sur les conseils de prud'hommes une disposition portant que les élections pour ces conseils auront lieu avec application de la représentation proportionnelle.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

30.

1611.

Par pétition datée de Solre-sur-Sambre, le 27 mars 1896,

Le sieur Leroy, à Solre-sur-Sambre, sollicite l'intervention de la Chambre afin d'obtenir le bénéfice du *Pro Deo* dans un procès qu'il aurait introduit devant le tribunal de Charleroi.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions
31.	1613.

Par pétition datée de Gand, le 23 mars 1896,

Des habitants de Gand prient la Chambre de remplacer les textes épars et les dispositions surannées qui régissent la conservation et la restauration des œuvres d'art ancien par une loi relative à la conservation des objets d'art et des monuments.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture et des Travaux publics.*

32.	1613.	Par pétition datée de Strépy-Bracquegnies, le 26 mars 1896,
-----	-------	---

Le collège des bourgmestre et échevins de Strépy-Bracquegnies transmet un vœu émis par le conseil communal de cette localité en faveur de l'adoption du système de la nation armée en remplacement du système en vigueur.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

33.	1616.	Par pétition datée de Seraing, le 29 mars 1896,
-----	-------	---

Le sieur Pirard, à Seraing, atteint d'infirmités contractées au cours de son état de chauffeur, sollicite une pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

34.	1618.	Par pétition datée de Neufchâteau, le 29 mars 1896,
-----	-------	---

Le sieur Fontaine, huissier à Neufchâteau, soumet à la Chambre le cas du sieur Juseret à Longlier, qui aurait réclamé à la commune de Juseret une indemnité pour soins et secours donnés à un habitant de cette commune qu'il aurait recueilli chez lui et qui y serait décédé ; l'arrêt de la Députation permanente du Luxembourg autorisant la commune de Juseret à payer l'indemnité en question aurait été cassé par le Roi.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
